

Lisbon Forum 2015

Comment combattre la radicalisation et le terrorisme? Outils de prévention et connaissances partagées dans l'espace méditerranéen et européen

Centre Ismaili, Lisbonne, 3-4 Décembre 2015



Conclusions

S'appuyant sur l'expérience et l'expertise du Centre Nord Sud du Conseil de l'Europe pour promouvoir le dialogue entre le Nord et le Sud et sur sa vocation d'encourager la solidarité et de promouvoir l'interdépendance mondiale, les objectifs du Forum de Lisbonne étaient:

- Le partage d'outils et de connaissances pour prévenir et combattre la radicalisation et le terrorisme tout en contribuant au renforcement de l'espace juridique commun
- Identifier des mesures concrètes de promotion de la citoyenneté démocratique et des sociétés « inclusives »
- Augmenter la sensibilisation au cadre juridique du Conseil de l'Europe contre le terrorisme

Vers une gouvernance démocratique renforcée dans le Sud de la Méditerranée

Financé
par l'Union européenne



Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

Observations générales:

Au cours des débats, les intervenants, spécialistes des parlements, gouvernements, autorités locales et société civile de toute l'Europe et du sud de la méditerranée, ont convenu que prévenir et combattre la radicalisation et le recrutement pour le terrorisme demande une approche équilibrée.

Promouvoir la confiance dans les institutions démocratiques et construire des sociétés réellement inclusives peut être un antidote contre la peur et une condition préalable à la sécurité démocratique. Ainsi **renforcer la gouvernance démocratique** est un élément essentiel à tout effort de prévention et combat de la radicalisation et du terrorisme.

Un **cadre juridique comprehensive** est clair est indispensable, mais le **respect pour les droits de l'homme et l'Etat de droit** ne doit pas être dévalorisé dans la hâte d'adopter des mesures légales de sécurité. La valeur de la sécurité et ses impératifs inhérents peuvent être incorporés dans le cadre juridique international, mais elle doit toujours se construire sur les principes de **légalité, nécessité et proportionnalité**.

Le travail accompli au niveau du terrain, visant à concilier les divergences culturelles et sociales, rétablissant la confiance, construisant des communautés inclusives, combattant les discriminations et cultivant l'engagement civique est fondamental.

État de droit et réponses démocratiques: le cadre juridique pour prévenir et combattre la radicalisation

Sur plusieurs aspects, le cadre juridique existe dans différents textes tels que la **Convention du Conseil de l'Europe sur la Prévention du Terrorisme** et son nouveau Protocole additionnel ainsi que la **Convention de Budapest**. Les gouvernements et les parlements sont invités à signer / ratifier ces conventions pour faire avancer un espace juridique commun dans les régions européenne et méditerranéenne. La **Convention Arabe sur la Suppression du Terrorisme** peut également être utile si elle est mise en oeuvre en respectant des droits de l'homme.

La coopération au niveau régional et international pour combattre le crime organisé peut aider à prévenir la radicalisation et le terrorisme. Le crime organisé est souvent perçu en premier lieu comme un problème intérieur, alors que le terrorisme est de plus en plus considéré comme un défi mondial.

Les mesures adoptées pour **renforcer la gouvernance démocratique** et promouvoir la confiance dans les institutions démocratiques, à travers la **participation des citoyens** au niveau local et national, peut offrir des opportunités d'engagement.

Les réponses légales devraient chercher à offrir à la société civile l'assurance de promouvoir sa participation dans les processus de prise de décision et à assurer leur protection sur le terrain. L'information rigoureuse, le savoir et les faits sont les seuls piliers sur lesquels les réponses légales peuvent tenir.

Vers une gouvernance démocratique renforcée dans le Sud de la Méditerranée

Financé
par l'Union européenne



COUNCIL OF EUROPE



Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

Prévention de la radicalisation par l'éducation et le dialogue

La radicalisation n'est pas une idéologie, il s'agit d'une posture émanant d'une crise identitaire et d'une certaine perception des inégalités économiques et sociales. Cette radicalisation peut être perçue comme un échec du système scolaire et peut refléter l'incapacité d'une société à intégrer ses propres citoyens.

L'éducation peut donc jouer un rôle essentiel en ce qui concerne le maintien des valeurs démocratiques interculturelles. Elle se doit de promouvoir une **responsabilité démocratique active et citoyenne**, la démocratie ne pouvant reposer sur l'ignorance.

De ce fait, le projet du Conseil de l'Europe **Compétences pour une Culture de la Démocratie**, qui cherchent à décrire les principales compétences requises pour une participation effective des citoyens au sein d'une société démocratique, pourrait aider à identifier un cadre facilitant la promotion d'un dialogue interculturel à travers l'éducation formelle.

Plus généralement, l'égalité d'**accès à l'éducation pour tous** assurera une participation active et engagée au sein de la société.

Approche communautaire pour lutter contre la radicalisation

L'approche communautaire ayant pour but la prévention et la lutte contre la radicalisation implique un grand nombre de parties prenantes, d'acteurs de la société civile, d'autorités locales, d'écoles, d'entités religieuses, de médias et de centres communautaires. L'échelle locale permet donc une approche plus appropriée pour aborder ces problématiques car, dans un monde globalisé, ce qui se passe au niveau local peut avoir des répercussions au niveau national et international.

Les autorités locales et régionales jouent un rôle essentiel en ce qui concerne la promotion d'un programme de sortie en adoptant **une approche pluri-institutionnelle** avec l'aide des établissements scolaires, de la société civile et différents acteurs.

L'exclusion sociale peut engendrer un sentiment de frustration aboutissant à la radicalisation. Ce sentiment peut être contré plus efficacement avec le soutien de la population locale, afin de promouvoir **la citoyenneté active et le développement durable**. Les communautés résilientes peuvent agir en tant que champ protecteur contre la radicalisation au niveau local.

La « Stratégie de lutte contre la radicalisation au niveau local » et « Le Guide pour la prévention de la radicalisation et la manifestation de la haine au niveau local » adoptés par le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe peuvent orienter une réponse communautaire.

Des initiatives telles que l'Alliance des Villes Européennes contre l'Extrémisme Violent et le Projet des Villes Interculturelles devraient s'élargir afin de **renforcer les possibilités de réseautage** entre les pays européens et les pays du sud de la méditerranée.

Renforcement du rôle des jeunes et des femmes pour prévenir et lutter contre la radicalisation

Les Femmes et les jeunes détiennent un rôle essentiel en ce qui concerne la promotion de la paix et la gestion des conflits. Les autorités nationales et internationales doivent considérer les jeunes et les

Vers une gouvernance démocratique renforcée dans le Sud de la Méditerranée

Financé
par l'Union européenne



COUNCIL OF EUROPE



Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

femmes comme des partenaires pour la paix, tout en reconnaissant leur potentiel en tant qu'acteurs positifs et en soutenant leurs efforts comme l'énonce la [Déclaration de la Jeunesse d'Amman](#).

La participation des jeunes et des femmes dans l'élaboration des politiques et les processus décisionnels doit devenir une réalité et l'égalité entre les femmes et les hommes doit s'appliquer dans le contexte des instances religieuses.

Une perspective de genre est un aspect essentiel dans tout effort de prévention et méthodologie de distancement face à tous les types d'extrémisme motivé par le préjudice et enclin à la violence.

Les politiques visant à assurer la participation et l'intégration des personnes âgées peuvent éliminer certaines des causes de l'aliénation et de la frustration qui laissent les jeunes générations vulnérables à la radicalisation.

Construire des sociétés inclusives par le biais du dialogue interculturel et interreligieux

Construire des sociétés inclusives est un dessein commun qui doit **engager tous les niveaux du gouvernement**, particulièrement les autorités locales et régionales, la société civile, les institutions religieuses et confessionnelles, les organisations culturelles et le secteur privé. Pour travailler ensemble effectivement, il faut reconnaître et renforcer le rôle de ces différents acteurs dans la promotion des droits de l'homme et de la compréhension entre cultures.

L'instrumentalisation de la religion est un risque permanent qui doit être contré par la réappropriation de nos religions et convictions. Le dialogue interreligieux, quand bien même important, n'est pas suffisant, chaque religion se doit de faciliter cette réappropriation par chacun. Les sociétés inclusives doivent engager les femmes dans le dialogue interreligieux et les procès décisionnels.

Une plateforme d'égalité des droits et d'égalité devant la loi est un impératif pour la construction de sociétés inclusives, où les individus maintiennent leur propre identité tout en respectant les différences des autres, unis par les mêmes valeurs démocratiques.

Conclusions générales:

En vue de la prévention de la radicalisation, nous devons voir plus loin que la lecture binaire de la situation actuelle et accepter la responsabilité collective pour les erreurs qui ont été commises.

La culture peut servir de levier pour promouvoir la compréhension, le respect et l'interdépendance et devrait être central dans toute réflexion menée par les gouvernements et les organisations internationales.

Un réseau de participants et acteurs concernés du Forum de Lisbonne 2015 devrait servir de base de donnée de contacts pour d'autres initiatives dans ce domaine et de véhicule de promotion d'outils partagés pour prévenir et combattre la radicalisation dans méditerranéen et européen.

Vers une gouvernance démocratique renforcée dans le Sud de la Méditerranée

Financé
par l'Union européenne



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe